



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

investissements

Question au Gouvernement n° 1798

Texte de la question

ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

M. le président. La parole est à M. Olivier Dassault, pour le groupe de l'UMP.

M. Olivier Dassault. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, l'Europe est la première zone du monde en termes d'attractivité pour les investisseurs. En 2003 et en 2004, la France et le Royaume-Uni ont été les principaux pays à en bénéficier. C'est sans doute grâce à la diversité géographique, fiscale et sociale des différents pays la composant que l'Europe arrive en tête de façon notable.

Dans ce contexte, vous le savez, notre pays est la cinquième puissance industrielle du monde, le quatrième exportateur, la quatrième puissance pour l'effort en recherche et en développement, et le deuxième investisseur à l'étranger après les États-Unis. Cela repose, en dépit des 35 heures, sur la réussite des entreprises, sur la performance de la recherche et de l'innovation française, sur l'excellente productivité horaire de nos cadres et de nos salariés, sur leur très bon niveau de formation et sur leur capacité d'adaptation au marché.

Dans un environnement économique toujours plus complexe, les stratégies d'implantation sont aujourd'hui fortement déterminées par la transparence, la stabilité économique et politique, la sécurité juridique, sans oublier la qualité des infrastructures des villes, des départements et des régions. Il convient désormais d'envisager une politique publique au travers du prisme communautaire.

Afin de contribuer davantage au rayonnement international de notre pays et de renforcer l'image de la France, et, surtout, de proposer un modèle français en Europe, ne pensez-vous pas, monsieur le ministre, que le temps est venu d'élaborer une politique d'attractivité coordonnée et commune ? Comment entendez-vous faire jouer à la France un rôle moteur ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Jean-Pierre Brard. Très bonne question !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Hervé Gaymard, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.* Monsieur le député, nous aimons la France pour ses défauts autant que pour ses qualités. On entend souvent parler de ses défauts.

Mme Christine Boutin. C'est vrai !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. La sinistrose est entretenue. Mais je suis comme vous, je pense qu'il faut parler de ses qualités. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Car nous avons dans ce pays des jeunes qui innovent et entreprennent. Nous avons Airbus et Ariane. Nous avons des infrastructures, notamment de transport, très importantes pour les facteurs de localisation.

C'est vrai, il faut une politique globale. En juin 2003, à La Baule, le Premier ministre a prononcé un discours fondateur sur l'attractivité de notre territoire.

En décembre 2003, cinquante mesures ont été approuvées qui sont désormais mises en oeuvre. Cela a fait de notre pays, l'année dernière, le deuxième pays le plus attractif au monde en matière d'investissements.

M. Augustin Bonrepaux. Ce n'est pas nouveau !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Trente mille emplois ont été créés grâce à 547 projets d'investissement. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Gérard Bapt. C'est l'héritage !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. C'est donc une politique globale qui s'intéresse aussi bien à la fiscalité, qu'à la simplification administrative, aux étudiants étrangers, à la recherche, aux chercheurs étrangers ou à l'environnement dans lequel les entreprises doivent se mouvoir. Mais cette politique ne peut être uniquement nationale. C'est la raison pour laquelle, au sein du conseil compétitivité à Bruxelles, qui fait suite au sommet de Lisbonne, Patrick Devedjian, Claudie Haigneré, François d'Aubert et moi-même menons une politique résolue au plan européen, pour que notre pays soit plus que jamais celui de l'emploi, de l'innovation, de la jeunesse et de l'enthousiasme retrouvé. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Données clés

Auteur : [M. Olivier Dassault](#)

Circonscription : Oise (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1798

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 23 décembre 2004

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 décembre 2004